

RD-CONGO

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

300 FC

www.adiac-congo.com

N° 2601 - MERCREDI 4 MAI 2016

GOUVERNEMENT

Grave menace
sur le bilan
social

En constante progression ces dernières années, les fondamentaux économiques de la RDC affichent une faiblesse préoccupante depuis la fin de 2015. Des signes de rupture ont débuté vers la fin de l'année avant de se renforcer au cours des premiers mois de 2016. Or, dans sa stratégie, l'exécutif national s'est appuyé sur la stabilité du cadre macro-économique comme un outil pour arriver à créer les meilleures conditions aux classes modestes.

Aux analystes qui critiquent l'absence d'une croissance inclusive en RDC, le gouvernement répond qu'il faut bien commencer quelque part. Mais pour certains observateurs avertis, le pays a besoin actuellement d'une croissance plus qualitative pour arriver à exercer une réelle influence sur le quotidien des Congolais.

Page 13



Matata Ponyo faisant son entrée à l'hémicycle du Palais du peuple

DIALOGUE INCLUSIF

La facilitation
mise à rude
épreuve

Edem Kodjo

Cinq mois se sont écoulés depuis que le chef de l'État a signé l'ordonnance instituant le dialogue politique sans que des signaux rassurants ne présagent la tenue imminente de ce forum national. Depuis qu'il s'est buté à l'obstination de l'UDPS de voir ce dialogue se conformer aux exigences contenues dans sa feuille de route du 15 février 2015 et au strict respect de la résolution 2277 de l'ONU s'inscrivant dans la logique du respect des délais constitutionnels, le facilitateur désigné par l'Union africaine paraît bloqué.

La requête introduite par la majorité à la Cour constitutionnelle pour l'interprétation de l'article 70 de la Constitution est une autre équation qu'Edem Kodjo est appelé à résoudre, avant que cette matière importante et sensible ne soit vidée de sa substance avant même l'amorce des discussions.

Page 12

25^e JOURNÉE INTERNATIONALE DE LA LIBERTÉ DE LA PRESSEFFJ déplore la poursuite des attaques contre
les journalistes et les médias en RDC

L'ONG de promotion et de défense de liberté de la presse, Freedom for journalist (FFJ), regrette qu'environ quarante cas d'attaques soient dirigés contre les journalistes et les médias, minant ainsi l'exercice de la liberté de la presse en RDC. Dans un récent communiqué publié le 3 mai, cette association interpelle le gouvernement sur la nécessité de laisser les médias donner la parole à tous les courants sociopolitiques en ce moment où le pays s'apprête à organiser des élections essentielles. FFJ fait remarquer que la plupart des médias fermés depuis 2011 sont des propriétés d'anciens membres de la majorité présidentielle actuellement passés dans l'opposition. Même les journalistes emprisonnés ou faisant l'objet d'attaques diverses sont, en grande partie, membres des médias indépendants ou proches de l'opposition, constate l'ONG.

Page 12



Des journalistes assistant à une conférence de presse à Kinshasa

DIASPORA

Guy Gweth : « L'Afrique doit investir
dans l'éducation »

Le spécialiste de l'intelligence économique était l'un des deux intervenants invités au dîner de réflexion organisé le 29 avril à Bruxelles par le think tank « Le Cercle d'excellence » sur le thème « Apport et impact économique de la diaspora africaine en Europe ». Pour le fondateur de Knowdys Consulting Group, l'éducation est le chantier essentiel si le continent veut réellement changer la face du monde.

D'entrée de jeu, il a tenu à préciser qu'à l'heure actuelle et sur la base des investigations menées, il n'existe pas d'impact économique de la diaspora africaine, en comparaison des diaspora juive, chinoise ou indienne. Pour lui, les fonds envoyés en Afrique par la diaspora (évalués à 35 milliards en 2015 par la Banque mondiale) n'ont aucun impact car dilués dans les préoccupations quotidiennes comme les fêtes ou encore les soins médicaux.

Page 12

ÉDITORIAL

Communiquer

Si il est un conseil que l'on peut, que l'on doit, donner aux nouveaux ministres c'est bien celui de communiquer. Non en discourant sur le sexe des anges ou en dissertant à l'infini sur les vertus de la démocratie, mais en parlant de façon très concrète de ce qu'ils entreprennent dans le cadre du programme de « rupture » que le Premier ministre, Clément Mouamba, est chargé de mener à bien. Si chacun d'eux, à la place qui est la sienne au sein de l'équipe gouvernementale, se préoccupe d'expliquer au grand public ce qu'il fait sur le terrain, l'action gouvernementale prendra très vite une dimension telle que les Congolais, tous les Congolais sans exception, auront en permanence les yeux rivés sur le pouvoir exécutif.

Ajoutons à ce qui précède que la communication d'Etat n'est ni facile, ni évidente. Elle doit, en effet, être aussi simple que rigoureuse afin que le public comprenne bien l'importance des actions engagées sans pour autant que des spécialistes les décryptent pour eux. Et, bien sûr, elle doit s'adresser à l'homme de la rue, autrement dit au citoyen lambda qui attend des explications claires sur les sujets d'actualité concernant très directement sa vie, sa famille, son environnement immédiat.

Les techniques de communication modernes ont ceci de positif qu'elles permettent de faire connaître sans délai, par l'image et par le son, de façon continue et sans être freinées par le temps ni par l'espace, des événements se produisant loin, parfois même très loin. Elles ont, en revanche, l'inconvénient d'exiger de ceux qui les utilisent une attention minutieuse, constante s'ils veulent que le message dont ces événements sont porteurs atteigne ceux auxquels ils sont destinés. Il faut donc les utiliser à bon escient.

La communication, entendue au sens large, est de façon évidente pour le gouvernement l'un des moyens privilégiés d'informer les citoyens sur les avancées du programme de « rupture » lancé par le chef de l'Etat. Il n'est donc pas trop tôt pour réfléchir aux moyens qui permettront d'atteindre cet objectif stratégique.

Les Dépêches de Brazzaville

VIE DES PARTIS

CDPAT Europe, plus que jamais au côté des institutions de la République

Après l'annonce du premier gouvernement de la cinquième République, les membres de la plateforme « Le Congo d'Abord- Le peuple avant tout » CDPAT Europe optent pour une loyauté et une endurance à toute épreuve pour perdurer dans la posture des adeptes des choix présidentiels pour la mise en œuvre du programme « la Marche vers le développement » du président de la République

Réunis le 2 mai à Paris, sous la houlette de Williams John Bongho, président-coordonnateur de CDPAT, les membres de la plateforme ont échangé autour de l'actualité politique du moment au Congo. A l'is-

veau à la Nation pour aller plus loin, de mettre en place un nouvel « agir collectif », d'appréhender un nouveau rapport au sens de la responsabilité, du travail au service de l'intérêt général bien compris et donc aimer et valoriser le Congo », souligne-t-on.

Le collectif se réjouit tout d'abord de cet alliage de l'expérience et du renouveau qui mêle des hommes aguerris et de jeunes pousses en devenir, ce qui permet d'impulser une dynamique d'ensemble prenant appui sur la connaissance des rouages de l'Etat, l'expertise affinée, l'ardeur et la détermination couplées à la vigueur, l'impétuosité,



CDPAT à la sortie de la réunion de soutien au gouvernement de la 5^e République
/Crédit photo : Service presse CDPAT

suie de la réunion, détendu, Patern Koubaka, coordinateur CDPAT Europe, adressant tout d'abord ses félicitations au nouveau gouvernement, a communiqué à la presse le leitmotiv de la continuité de la défense des choix présidentiels. Pour CDPAT, il y a bien eu « rupture » à la fois, du point de vue de la forme et du fond. Pour preuve, la nomination des ministres et ministres délégués façonne la structure gouvernementale au point de signer un tournant politique et donner l'indication prospective de la nouvelle gouvernance. « C'est la traduction, à tous égards, de la volonté du président de la République de donner un souffle nou-

la flamboyance et la soif de réussir de la jeunesse qui s'engage. Ensuite, il salue la féminisation des membres du gouvernement (on prend le chemin de la parité). C'est un point fort au sens de l'égalité des droits, avec ceci de particulier : les femmes ont une approche du pouvoir faite de tempérance et de pragmatisme, d'où la préférence de solutions simples mais efficaces, comme l'a montré, tout au long de notre histoire, leur rôle dans la cellule familiale au Congo. Pour ce qui est du fond, CDPAT note que la feuille de route du Premier Ministre, émanation du projet présidentiel, donne un contour à l'action gouvernementale. Elle

pose en filigrane trois approches. La première, c'est la question de l'évaluation de l'action ministérielle avec des objectifs assignés et des résultats attendus. Ce qui préfigure la responsabilité des ministres devant les représentants du peuple. La deuxième, c'est la mise en cohérence de l'action gouvernementale sans chevauchement des compétences, gage de lisibilité et d'efficacité. Enfin la troisième, c'est la répartition apparente et effective des fonctions : le président préside et le gouvernement gouverne. La vision avec les grandes lignes et la déclinaison sectorielle avec un contrôle de proximité.

Il est clair que, souligne le collectif, la responsabilité qui incombe à cette équipe gouvernementale est de promouvoir les réformes urgentes pour répondre aux préoccupations des populations ; c'est par là qu'elle sert l'intérêt supérieur du Congo qu'a su porter, tout au long de la campagne, le président Denis Sassou N'Guesso.

« Le choix du président de la République est d'un optimisme de volonté tourné vers le futur, c'est-à-dire l'espérance de la jeunesse. Alors, travaillons à ce que la jeunesse ne s'abandonne pas au désespoir et à l'oisiveté, ce qui serait un sabotage de la nation ». « Après l'instant de la compétition politique vient le temps du rassemblement autour des valeurs de la République ; quels qu'aient été les choix des uns et des autres, retrouvons les manches et mettons-nous au travail pour le Congo, c'est notre bien commun le plus précieux », atteste le collectif.

A l'adresse des institutions, CDPAT formule les vœux de succès et de réussite au président, au Premier ministre et à toute l'équipe gouvernementale car, au cœur de son programme d'action, ils mettront le peuple. « C'est bien l'esprit du projet Présidentiel ! »

Marie Alfred Ngoma

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétariat des rédactions :

Clotilde Ibara, Jean Kodila
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo,
Norbert Biembedi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina,
Thierry Nougou

Service Société : Parfait Wilfried Douniama
(chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko

Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé

Service Économie : Nancy France Loutou-

mba (chef de service) ; Quentin Loubou,
Fiacre Kombo, Lopelle Mboussa Gassia
Service International : Nestor N'Gampoula
(chef de service), Yvette Reine Nzaba, Josiane
Mambou Loukoula, Rock Ngassakys

Service Culture et arts : Bruno Okokana
(chef de service),
Hermione Désirée Ngoma, Rosalie Bindika

Service Sport : James Golden Eloué
(chef de service), Rominique Nerplat Makaya

Édition du samedi : Meryll Mezath
(Rédactrice en chef), Durlly Emilia Gankama

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice
Mampouya, Charlem Léa Legnoki,
Prosper Mabonzo, Séverin Ibara

Commercial : Mélaine Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain
Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté
de la Radio-Congo
Pointe-Noire). Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'Agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali

Coordonnateur : Alain Diasso

Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa

Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi

Sports : Martin Enyimo

Relations publiques : Adrienne Londole

Service commercial : Marcel Myande,
Stella Bope

Comptabilité et administration : Lukombo

Caisse : Blandine Kapinga

Distribution et vente : Jean Lesly Goga

Bureau de Kinshasa : Colonel Ebeya
n° 1430, commune de la Gombe / Kinshasa
- RDC - Tél. (+243) 015 166 200

Rédaction de Dolisie : Lucien Mpama

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa,
Stanislas Okassou

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong,
Marie-Alfred Ngoma
Administration : Béatrice Ysnel

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo

Chef de service : Abira Kiobi

Suivi des fournisseurs : Farel Mboko

Comptabilisation des ventes, suivi des

annonces : Wilson Gakosso

Personnel et paie : Martial Mombongo

Stocks : Arcade Bikondi

Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ

Directeur : Charles Zodialo

Assistante commerciale : Hortensia

Olabouré

Commercial Brazzaville : Rodrigue Ongagna,

Mildred Moukenga

Commercial Pointe-Noire : Mélaine Eta Anto

DIFFUSION

Directeur : Philippe Garcia

Assistante de direction : Sylvia Addhas

Diffusion de Brazzaville : Guyche Mot-

signet, Brice Tsébé, Irin Maouakani

Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole

Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubélé Ngon

INFORMATIQUE

Directeur : Gérard Ebami-Sala
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de
service), Rively Gérard Ebami-Sala, Myck
Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

IMPRIMERIE

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaïne Angombo
Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service prépresse : Eudes Banzouzi
Chef de production : François Diatoulou Mayola
Gestion des stocks : Elvy Bombete

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service),
Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole
Biantomba, Epiphane Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,
immeuble Les Manguiers (Mpila),
Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 06 930 82 17

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Hélène Ntsiba (chef de service), Astrid
Balimba

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepechesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,
immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville,
République du Congo / Tél. : (+242) 05 532.01.09
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

GOUVERNEMENT

Portraits express de trois autres nouveaux ministres

Ines Nefer Bertille Ingani

Nommée ministre de la Promotion de la femme et de l'intégration de la femme au



développement le 30 avril, Ines Nefer Bertille Ingani est âgée de 43 ans. Ses proches affirment qu'elle dispose d'un grand esprit managérial et est dotée d'une grande capacité d'initiative.

Ines Nefer Bertille Ingani se dit prête à relever les défis qu'impose la promotion de la femme et l'intégration de la femme au développement. Formatrice aux métiers de surface depuis 2010, Ines Nefer Bertille Ingani est détentrice d'une licence professionnelle en gestion des ressources humaines et management.

Elle compte à son actif, l'organisation des formations qualifiantes diplômantes à quatre mille femmes techniciennes de surface. Ines Ingani a su révolutionner les métiers de surface. Forte de son diplôme européen d'études supérieures en banques, assurances et gestion du patrimoine, la nouvelle ministre de la Promotion de la femme a également subi une formation en anglais chez Wall Street Institute à Paris sanctionnée par l'obtention de waystage.

Dans les domaines associatif et politique, la nouvelle ministre de la Promotion de la femme est secrétaire nationale de l'Organisation des femmes du Congo chargée de la culture, des arts, des sports et loisirs. Présidente de la cellule du Parti congolais du travail de Moundali, Ines Ingani a représenté cette formation politique en Chine sur invitation du Parti communiste chinois, pour y délivrer un exposé sur l'évolution de la condition de la femme au Congo.

En sa qualité de présidente de l'association Actions innovatrices pour la paix et le développement culturel, elle avait organisé, le 1er mars 2015, l'historique marche républicaine des femmes pour la paix au Congo. Plus de treize mille femmes avaient participé à cette manifestation. Ines Nefer Bertille Ingani est mère de trois enfants.

Antoine Nicéphore Thomas Fylla Saint-Eudes

Le nouveau ministre de l'Enseignement technique et professionnel, de la formation qualifiante et de l'emploi, Antoine Nicéphore Fylla, âgé de 60 ans, est docteur ès Sciences économiques et politiques, obtenu à Grenoble en France. C'est un grand routier de l'administration et de la politique.

En 1991, pendant que le Congo rouvre sa deuxième ère démocratique, Nick Fylla crée le Parti Républicain et libéral, une formation politique dont les principes fondateurs sont entre autres l'unité et l'indépendance nationales ; la laïcité de la nation républicaine ; la

démocratie, la citoyenneté et le respect des libertés ; l'économie libérale maîtrisée, la protection de l'environnement et le développement durable, ainsi que la réduction des inégalités et la promotion de la solidarité.

Entre 1991 et 2009, Nick Fylla, comme l'appellent ses intimes, a été tour à tour vice-président de la Commission Economie et Finances de la conférence nationale souveraine ; membre du Conseil supérieur de la République ; membre du Conseil économique et social ; conseiller municipal de Brazzaville ; député à l'Assemblée nationale et candidat à l'élection présidentielle de juillet 2009.



Jusqu'à sa nomination au gouvernement le 30 avril 2016, il était sénateur de l'opposition et président de la Commission Economie et Finances de la chambre haute du parlement. Nick Fylla jouit d'une très grande expérience professionnelle. Il est expert-comptable agréé de la Cemac. Il dispose d'une compétence multisectorielle dans les domaines de l'audit, de l'expertise comptable, des analyses stratégiques et du corporate Finance.

De 2003 à 2009, il fut pré-

sident directeur général de la Saris-Congo (Société agricole de raffinage industriel du sucre) installée à Nkayi, dans le département de la Bouenza. Cumulativement à ses fonctions de président directeur général, Nick fylla était associé et administrateur général du cabinet d'expertise comptable, d'audit et de conseil, dénommé Rainbow Finance SA. Il a été également directeur résidant au Congo du cabinet juridique et comptable Ernst & Young. Il a passé près de vingt ans dans cette firme et assuré la gestion de l'ensemble des clients du cabinet installé au Congo et dans les pays des Grands Lacs (RD Congo, Rwanda, Burundi et Ouganda).

Léon Juste Ibombo

« Nous ne travaillerons pas en dehors de la vision du chef de l'Etat qui est déjà tracée »

Nommé ministre des Postes et télécommunications, Léon Juste Ibombo fait partie de ces jeunes cadres congolais hissés au plus haut sommet de l'Etat par la nouvelle République. Il hérite d'un département ministériel complexe et dont la transversalité ouvre parfois à des débats passionnés, mais promet relever le défi.

La quarantaine « très révo- lue », selon sa propre expression, Léon Juste Ibombo est le nouveau patron d'un secteur dont on attend des réformes nécessaires. Dans le cadre de la diversification de l'économie congolaise, suppute-t-il, ce secteur aura gros à faire. Pour y arriver, le nouveau ministre déclare mettre la rigueur au travail au cœur des principes afin de parvenir à la moderni-



sation des Postes et des télécommunications au Congo.

Le ministre Léon Juste Ibombo mettra l'accent à la formation des jeunes afin que ceux-ci jouissent des opportunités qu'offre un secteur en perpétuel mouvement, où la création d'emploi dans le numérique est plus qu'indispensable.

« Nous ne travaillerons pas en dehors de la vision du chef de l'Etat, qui est déjà tracée à travers «La marche vers le développement», son projet de société », soutient-il.

Autrefois chargé de la communication du Mouvement pour la nouvelle République (M2NR), association politique proche de la majorité présidentielle, Léon Juste Ibombo a fait des études de sciences politiques à Paris en France. Actif lors des débats ayant conduit à la nouvelle République, il se considère comme « jeune » et « patriote ». il est parfois appelé « pasteur » pour son attachement à Dieu qu'il cite à chaque argument. « je suis plutôt un évangéliste », retorque-t-il.

Léon Juste Ibombo est marié et père d'enfants.

Roger Ngombé
et Quentin Loubou

RÉOUVERTURE DE LA CHASSE

Les autorités mettent en garde contre une surexploitation de la faune

Fermée en novembre dernier, la chasse sportive a été ouverte le 1^{er} mai sur l'ensemble du territoire national. Le thème choisi au titre de l'année 2016 est : « Améliorons la gouvernance de la ressource faunique du pays en vue de lutter efficacement contre les effets pervers du changement climatique ».

La faune se définit comme un patrimoine commun de la nation, dont l'Etat congolais garantit la gestion durable. Composante essentielle de la biodiversité, la faune devra être protégée et exploitée de manière rationnelle, à travers le tourisme, afin de procurer à la population des avantages socio-économiques et

culturels. Elle contribue également au maintien de l'équilibre écologique à travers des actions telles que la pollinisation, la dissémination des graines, le dégagement des plans d'eau, la fertilisation des sols, etc.

« Une surexploitation de nos ressources fauniques pourrait aboutir à l'extinction locale de plusieurs espèces dont les mammifères qui font l'objet d'agressions récurrentes », a indiqué le directeur général de l'économie forestière, Jacques Ossissou, dans sa déclaration relative à la 44e Journée d'ouverture de la chasse. C'est pourquoi : « il nous revient

aujourd'hui l'obligation de respecter les principes de gestion durable de la biodiversité, qui font à la fois partie des axes stratégiques du plan de convergence de la Commission des forêts d'Afrique centrale », a-t-il ajouté.

Interpellant tous les acteurs impliqués à appuyer les efforts du gouvernement sur la conservation et la gestion durable de ces ressources à travers le respect et l'application de la loi, Jacques Ossissou, a souligné que cette ouverture de la chasse n'est pas une occasion d'exploiter abusivement les ressources fauniques mais plutôt de les gérer

durablement afin de garantir leur pérennité.

Signalons que le trafic des espèces de la faune et de la flore sauvages est devenu la 4e menace universelle après le terrorisme. Il est devenu l'une des préoccupations majeures de la survie de l'humanité au même titre que le terrorisme. Il menace dangereusement la paix, la sécurité et l'intégrité des Etats. Il ne s'agit donc plus d'un phénomène local et moins encore d'une simple menace environnementale, car les ravages des braconniers menacent aussi bien la survie des éléphants que la paix, l'Etat de droit ainsi que

les conditions de vie et de sécurité des populations.

Préoccupé par la recrudescence du braconnage ayant occasionné la perte de 60% des populations d'éléphants ces dernières décennies dans le massif forestier du Bassin du Congo, le gouvernement congolais s'est engagé à éradiquer ce fléau, à travers l'élaboration et la mise en œuvre de la stratégie nationale de lutte contre l'exploitation illégale et le commerce illicite des espèces et produits de la faune et de la flore sauvages. Cette stratégie fait partie intégrante de la stratégie régionale en la matière.

Lopelle Mboussa Gassia

ITIE

La société civile sensibilisée à la gestion des recettes des matières premières

La Communauté économique et monétaire d'Afrique centrale (Cémac) avec l'appui technique et financier de la Coopération allemande (GIZ) organisent du 2 au 5 mai à Brazzaville, la première session de formation au profit des organisations de la société civile de la République du Congo et du Tchad, membres de l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (Itie).

Axé sur le thème de management des associations, Enjeux et défis, cet atelier a pour but de permettre aux participants de mieux appréhender la thématique liée à l'Itie. « Nous avons besoin d'une société civile qui comprenne avec beaucoup de perspicacité

les différents problèmes liés à la gestion des recettes issues des industries extractives. Elle doit apporter sa pierre à l'édifice en faisant des propositions constructives », a indiqué Florent Michel Okoko, directeur exécutif de l'Itie.



La société civile Congolaise et Tchadienne à l'ouverture de l'atelier (DR)

Le renforcement des capacités de cette classe sociale, devra contribuer à ce que les retombées de l'exploitation des matières premières extractives permettent l'émergence des Etats membres de la Cémac et l'amélioration des conditions de vie des populations, indique une note conceptuelle relative à cette formation.

Insistant sur l'importance que revêt cet atelier, le représentant des pays de la Cémac, Alfred Placide iloki, a précisé qu'actuellement la Cémac est en pleine mise en œuvre du programme économique régional, un vaste chantier qui nécessite la participation de tous les acteurs économiques, de la société civile, des gouvernants et des gouvernés en vue de l'émergence de la sous-région à l'horizon 2025.

Rappelons que c'est en 2008 que la commission de la Cémac avait signé un accord-cadre avec le ministère Allemand de la Coopération. Ce partenariat a donné lieu à l'élaboration du Projet de renforcement de la gouvernance des matières premières pour la sous-région.

Lopelle Mboussa Gassia

PROJET DE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS EN STATISTIQUES

127 millions de FCFA affectés au volet communication

Afin de mettre en œuvre la stratégie et le plan de communication du Projet de renforcement des capacités en statistiques (PSTAT) pour l'exercice en cours, un montant de 127 millions de FCFA a été alloué à la cellule de communication.

Validé à l'issue d'un atelier tenu du 26 au 28 avril, ce plan de communication prévoit d'organiser plusieurs activités dont les prioritaires sont notamment la célébration du mois de la statistique qui a lieu du 20 octobre au 18 novembre de chaque année. Des ateliers sur l'alphabétisme en statistique au profit des journalistes, attachés de presse des ministères sectoriels ainsi que des étudiants sont de même prévus. Afin de faire connaître les produits statistiques (plan annuel, enquête démographique du Congo), auprès des acteurs qui s'y intéressent, des journées de vulgarisation seront aussi organisées.

S'inspirant de la volonté du chef de l'Etat (exprimée lors de son investiture) de mettre l'accent sur la formation des jeunes, le PSTAT prévoit dans son agenda annuel, de sensibiliser et préparer des élèves et étudiants de tous les établissements scolaires du territoire national à participer au concours d'entrée à l'Ecole sous régionale de la Statistique à Yaoundé, au Cameroun.

Signalons que si la jeunesse n'est pas formée pour assurer la relève des cadres dont la majorité cesseront d'exercer dans deux ou trois ans, les administrations congolaises ne seront composées que de « piêtres » cadres et agents.

C'est pourquoi, le gouvernement congolais dont la contrepartie dans ce budget s'élève à 85,5% contre 14,5% de la Banque mondiale, devra apporter sa part dans les délais, afin de permettre au PSTAT d'exécuter toutes les activités prévues.

Créé en 2015 pour s'achever en 2019, le PSTAT est mis en œuvre par le ministère du Plan et de l'Intégration en collaboration avec l'Institut national de la Statistique, avec l'appui technique de la BM. Son objectif principal : renforcer les capacités du système statistique national via la production des données performantes et fiables.

L.Mb.G.

VISITEZ LE MUSÉE-GALERIE DU BASSIN DU CONGO

de LUNDI à VENDREDI (9h-17h) et SAMEDI (9h-13h)

Expositions et projections

SCULPTURES PEINTURES

CÉRAMIQUES MUSIQUE







L'ART DANS TOUTES SES EXPRESSIONS

de la Tradition

à la Modernité

situé 84 Boulevard Denis Sassou Nguesso
Immeuble les manguiers - Moïba
dans l'enceinte des Dépêche de Brazzaville

ENSEIGNEMENT

Les syndicats demandent la prise en compte de leurs revendications

Dans un message adressé au gouvernement le 30 avril dernier, le panel des syndicalistes des deux ministères de l'Enseignement secondaire a dénoncé à l'occasion de la fête internationale du 1^{er} mai les promesses mirobolantes faites par ce dernier quant à la publication du statut particulier des personnels de l'éducation nationale.

A cela s'ajoutent le paiement capricieux et toujours émiété des rappels de solde d'activité dus aux enseignants ; le détournement des quotas de recrutement des enseignants par les prédateurs et la non actualisation des dossiers des enseignants rejetés par la direction générale du budget (DGB), après le remaniement de l'équipe gouvernementale en août 2015 ; la séquestration des textes d'harmonisation des enseignants dans le circuit d'approbation ; le non versement des fonds de fonctionnement des établissements scolaires à quelques semaines de la fin de l'année 2015-2016 ; et enfin, la non tenue de la recommandation de la dernière session du Comité national du dialogue social, exigeant la réintégration et la prise en charge des enseignants ayant perdu leur traitement en 2009.

Il faut rappeler qu'avant la lecture du message, le panel des syndicalistes a procédé à l'évaluation des revendications légitimes des enseignants contenues dans le cahier de charges soumis au gouvernement de la République et ayant fait l'objet d'une grève en 2013, à savoir : le statut particulier des personnels de l'éducation nationale ; le paiement des rappels de soldes d'activité dus aux enseignants ; l'intégration des enseignants dans la Fonction publique et la publication des textes d'harmonisation des enseignants. Autres faits évoqués : le non versement des fonds de fonctionnement des établissements scolaires d'enseignement général. Par ailleurs le collectif a adressé au gouvernement de la République des félicitations pour avoir respecté les engagements souscrits au sujet du point indiciaire au profit de tous les travailleurs congolais.

À noter que ce message a été lu en présence du président dudit collectif Daniel Ngami.

Guillaume Ondzé

UNE ADRESSE E-MAIL
POUR NOUS ENVOYER VOS ANNONCES
PLUS RAPIDEMENT

regie@lesdepechesdebrazzavilles.fr

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

www.lesdepechesdebrazzaville.fr

JOURNÉE MONDIALE DE LA LIBERTÉ DE LA PRESSE

Ban Ki-moon plaide pour la liberté et l'indépendance des médias

A l'occasion de la célébration, ce 3 mai, de la Journée internationale de la liberté de la presse, le secrétaire général des Nations unies estime qu'il est fondamental de protéger l'indépendance des médias qui doivent travailler librement et en toute sécurité.

« En cette Journée mondiale de la liberté de la presse, j'exhorte tous les gouvernements, politiciens, entreprises et citoyens à promouvoir et à protéger l'indépendance et la liberté des médias. Sans ce droit fondamental, la population est moins libre et moins autonome, mais avec, nous pourrions construire ensemble un monde digne et offrant des possibilités à tous », a appelé le patron de l'ONU.

La journée est célébrée chaque année afin de mettre en lumière les principes fondamentaux, de protéger l'indépendance des médias et de rendre hommage aux professionnels des médias qui risquent ou qui ont perdu leur vie dans l'exercice de leur métier. Selon le secrétaire général des Nations unies, les droits de l'Homme, les sociétés démocratiques et le développement durable sont tributaires de la libre circulation des informations. De plus, a-t-il ajouté, le droit à l'information est fonction de la liberté de la presse.

En outre, Ban Ki-moon a fait remarquer que cette année, la Journée mondiale de la liberté de la presse coïncide avec trois grands événements : « le 250^e anniversaire de la première loi sur la liberté d'information qui couvre la Suède et la Finlande actuelles ; le 25^e anniversaire de l'adoption de la Déclaration de Windhoek sur les principes de la liberté



Ban Ki-moon

de la presse et la mise en application des Objectifs de développement durable (ODD). »

Pour le secrétaire général de l'ONU, il importe que les médias soient libres, indépendants et puissent exercer en toute sécurité leur profession. Par ailleurs, il déplore que bien trop souvent, des journalistes sont menacés, harcelés, se heurtent à des obstacles où sont même tués dans leur quête d'information. « De nombreux autres croupissent en détention, certains dans des conditions déplorables, pour avoir fait la lumière sur des failles de gouvernements, des malversations d'entreprises ou des problèmes de société », déplore-t-il.

A en croire ce dernier, les médias y compris les nouveaux médias en ligne, qui occupent une place de plus en plus importante, sont « les yeux et les

oreilles du monde » car ils diffusent des informations importantes et intéressantes.

La journée mondiale de la liberté de la presse 2016 est célébrée sur le thème : « Accès à l'information et aux libertés fondamentales, c'est votre droit ! ». La cérémonie de remise du prix mondial de la liberté de la presse Unesco/Guillermo Cano a eu lieu le 3 mai à Helsinki, en Finlande. La journaliste d'investigation azerbaïdjanaise, actuellement emprisonnée, est la lauréate du Prix mondial de la liberté de la presse Unesco/Guillermo Cano 2016.

Ce prix est destiné à distinguer une personne, une organisation ou une institution qui a contribué d'une manière notable à la défense et à la promotion de la liberté de la presse dans le monde.

Yvette Reine Nzaba

L'Unesco appelle à l'union pour la défense

La directrice générale de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco), Irina Bokova, invite les gouvernements à l'union pour défendre et promouvoir la liberté de presse et du droit d'accès à l'information

Irina Bokova a interpellé ces derniers dans son message publié à l'occasion de la célébration de la Journée mondiale de la liberté de presse le 3 mai, sur le thème « L'accès à l'information et aux libertés fondamentales, c'est votre droit », indique le communiqué de presse.

La commémoration de cette journée souligne l'importance d'un journalisme libre et indépendant pour la mise en œuvre du programme 2030, poursuit le communiqué. « A cet égard, il faut également insister sur la sécurité des journalistes quand malheureusement un professionnel des médias est tué tous les cinq jours. Cela ne peut plus durer et, s'appuyant sur le plan d'action des Nations unies sur la sécurité des journalistes et la question de l'impunité, l'Unesco

travaille avec les gouvernements du monde entier afin de créer un environnement libre et sûr pour les journalistes », a-t-elle rappelé.

La directrice générale a rappelé l'engagement de chacun à faire avancer les droits de l'homme et la dignité humaine, le développement durable auquel l'Unesco aspire avec ses partenaires pour construire une paix durable. « L'accès à l'information est une liberté fondamentale et relève du droit universel à la liberté d'expression. Le droit de recevoir et répandre des informations, tant en ligne qu'hors ligne, est un fondement de la démocratie de la bonne gouvernance et de l'Etat de droit », a-t-elle dit.

Les dirigeants du monde entier ont adopté l'année dernière précisément, le programme de développement durable à l'horizon 2030, qui doit orienter, pour les quinze années à venir, tous les efforts visant à mettre fin à la pauvreté et une paix durable pour tous. « Les nouveaux objectifs de développement durable comprennent une cible

concernant l'accès public à l'information et la protection des fondamentales-deux objectifs interdépendants qui jouent un rôle clé d'accélérateurs de progrès dans tous les domaines de ce nouveau programme ».

En rappel, la Journée internationale de la liberté de presse a été proclamée le 3 mai 1993, par l'Assemblée des Nations unies, suivant la recommandation adoptée lors de la vingt-sixième session de la conférence générale de l'Unesco en 1991. Cette date fut aussi une réponse à l'appel des journalistes africains qui, en 1991, ont proclamé la Déclaration de Windhoek sur le pluralisme et l'indépendance des médias.

Chaque année, la journée permet de célébrer les principes fondamentaux de la liberté de la presse ; d'évaluer la liberté de la presse à travers le monde ; de défendre l'indépendance des médias et de rendre hommage aux journalistes qui ont perdu leur vie dans l'exercice de leur profession.

Lydie Gisèle Oko

RENCONTRE

Des propositions pour l'autonomisation des jeunes

La première édition des Assises nationales de la jeunesse (AJ) a débouché le 29 avril sur une série de recommandations allant dans le sens de l'amélioration des questions liées à la jeunesse

Co-organisée par le Cercle de réflexion pour la refondation, l'unité et le renouveau du Congo (Carrefour), le Conseil national de la jeunesse du Congo (CNJ) et les ONG « Osons pour changer » et Cape-Congo, ainsi que la Fondation perspectives d'avenir (FPA), cette rencontre a été un véritable espace d'échange entre les jeunes. Ainsi, les participants ont suivi plusieurs communications dont « Jeunesse et paix », par Antoine Bienaimé Obam Ondon, président de Génération Z ; « Entrepreneurat et investissement » par Loïc Makosso, DG Aries ; « innovations et TICS », par Arsène Tama, directeur d'Afrique Microsoft. Les autres communications ont, quant à elles, porté sur la « Formation aux métiers et emplois », par Bersol Exaucé Ngambili Ibam, président du CNJ-Congo ; « Economie numérique, sources d'emplois », par Véroine Man kou, PDG VMK.

En effet, ces différents expo-

sés ont donné lieu à une série de recommandations. Il s'agit, entre autres, d'intégrer les questions d'emploi des jeunes dans toutes les politiques na-



Les participants à la cérémonie d'ouverture ; crédit photo Adiac

tionales, notamment dans les stratégies de réduction de la pauvreté et des plans de développement national. Les participants venus de différentes couches sociales ont aussi suggéré la mise en place des plans dotés de ressources

nécessaires pour faire en sorte que ces politiques soient mises en œuvre. Ils ont également recommandé la création des centres d'orientation en vue d'une meilleure qualification des jeunes diplômés sans emploi. Ils ont, enfin, souhaité que ces assises soient un

rendez-vous permanent ; que l'économie numérique soit une plate-forme de l'emploi des jeunes et l'Etat s'applique à la politique de financement des jeunes entrepreneurs. Rappelons que la première édition des AJ avait pour ob-

jectif de créer une plate-forme virtuelle pour la mise en place d'une banque de données où les jeunes pourront soumettre leur curriculum vitae afin d'avoir accès à la formation, à l'emploi et aux financements. « Ainsi, les organisateurs souhaitent lancer les assises

départementales en tenant compte des réalités de chaque département. La particularité de la deuxième édition sera la participation des délégués des douze départements du Congo, c'est l'esprit de AJ 2017 », souligne le communi-

qué final.

S'exprimant à l'ouverture des travaux, le secrétaire général de Carrefour, Régis Mike Mvila, avait rappelé que la jeunesse est un bien précieux et peut être vue comme un trésor de la société. D'après lui, cette couche sociale doit être prise en compte avec lucidité. Pour le chef du département partenariat et communication de la FPA, Guy Parfait Massoloka, cette rencontre venait à point nommé dans le contexte de la nouvelle République. Présidant la cérémonie d'ouverture, le ministre en charge des questions de la Jeunesse et de l'éducation civique s'est félicité de l'initiative prise par les organisateurs de cette réflexion quelques jours seulement après le début de la nouvelle République. Demandant aux participants de dessiner le contour de l'organisation et du fonctionnement du futur Conseil consultatif de la jeunesse, Anatole Collinet Makosso a insisté sur le fait que les jeunes devraient être les gendarmes de la nouvelle République.

Parfait Wilfried Douniama



BUROTOP IRIS



HUAWEI



HUAWEI Mate S

- * Ecran 5,5"
- * 3Go de RAM
- * 64Go de mémoire (extensible à 128Go)
- * Double SIM 4G
- * Processeur Octa-Core à 2.2GHz
- * Appareil photo 13 Mp
- * Android 5.1
- * Garantie 1 an

au prix exceptionnel de **475 000** FCFA ht

www.burotopiris.com

4 Avenue FOCH - Brazzaville - Tel: 05 5777 888 - 06 669 60 60

Avenue Moe Katt Matou - après Rond Point Kassai - Pointe-Noire - Tel: 04 453 53 53 - 05 605 60 56

Rendez-vous chez Burotopiris, votre distributeur exclusif de Huawei au Congo

AFRIQUE SUBSAHARIENNE

La croissance devrait tomber à 3%, selon le FMI

Devant la chute de la croissance en Afrique subsaharienne, annoncée par l'édition d'avril 2016 des Perspectives économiques régionales pour cette région, le Fonds monétaire international (FMI) préconise un changement de cap pour assurer la croissance à moyen terme dans l'ensemble de cette partie du continent africain.

Pour le FMI, après une longue période de croissance économique solide, l'Afrique subsaharienne devrait connaître une deuxième année difficile qui s'explique par des chocs multiples subis par cette région. « Un changement de cap s'impose, la croissance devrait tomber à 3% pour l'ensemble de la région en 2016, soit le taux le plus bas depuis une quinzaine d'années, mais avec des différences considérables d'un pays à l'autre », a indiqué l'institution dans un communiqué.

Les auteurs de l'étude soulignent, en outre, que si les perspectives restent favorables, la croissance se situe bien en deçà des 6% auxquels on s'était habitué au cours des dix dernières années, et son rythme est à peine plus rapide que la croissance démographique. En ce qui concerne le ralentissement, le FMI note qu'il s'explique par les retombées négatives de la chute des cours des matières premières sur certains des principaux pays et,

plus récemment, par la sécheresse qui sévit en Afrique de l'Est et en Afrique australe. Le net repli des prix des produits de base, un choc d'une ampleur sans précédent, a mis à rude épreuve bon nombre des principaux pays d'Afrique subsaharienne.

La directrice du Département Afrique du FMI, Antoinette Sayeh a estimé que cette situation nécessitait de revoir les politiques africaines. « L'Afrique a besoin d'un profond recalibrage des politiques pour exploiter son énorme potentiel (...). C'est particulièrement urgent dans les pays exportateurs de produits de base et certains pays ayant accès aux marchés, car la riposte des pouvoirs publics a en général été insuffisante jusqu'à présent. », a-t-elle déclaré. Et Antoinette Sayeh de poursuivre : « Compte tenu du resserrement marqué par des conditions financières extérieures, les pays qui ont accès aux marchés financiers

et dont les déficits budgétaires et courants sont élevés depuis quelques années devront aussi recadrer leur politique budgétaire de manière à reconstituer des amortisseurs aujourd'hui très amoindris et à atténuer les vulnérabilités qu'entraînerait une nouvelle dégradation des conditions extérieures. »

Le FMI indique aussi dans son étude que les pays exportateurs de pétrole, comme le Nigéria et l'Angola mais aussi la plupart des pays de la Communauté économique et monétaire d'Afrique centrale, continuent à faire face à une situation économique particulièrement délicate. Les pays exportateurs de produits de base hors énergie, comme l'Afrique du Sud, le Ghana et la Zambie, ont eux aussi pâti de la baisse des cours, ajoutent les auteurs du document. De même, plusieurs pays d'Afrique australe et orientale, dont l'Éthiopie, le Malawi et le Zimbabwe, subissent une grave sécheresse qui met des mil-

lions de personnes en danger d'insécurité alimentaire.

Malgré cela, Antoinette Sayeh a souligné que les perspectives restent favorables. « Beaucoup de pays de la région continuent d'enregistrer une croissance vigoureuse. Concrètement, la plupart des importateurs de pétrole s'en sortent généralement mieux, avec des taux de croissance dépassant 5% », a-t-elle précisé, citant à titre d'exemple des pays comme la Côte d'Ivoire, le Kenya et le Sénégal.

Dans la majorité de ces pays, la croissance est tirée par les investissements d'infrastructure et par la vigueur de la consommation privée. Le repli des cours du pétrole a également profité à beaucoup de ces pays, bien que la baisse des prix des autres produits de base qu'ils exportent, ainsi que des dépréciations monétaires, aient annulé en partie ces gains. De manière générale, les perspectives de croissance à moyen terme restent favorables, car les ressorts intérieurs fondamentaux de la croissance de ces dix dernières années n'ont pas disparu. En particulier, la nette améliora-

tion du climat des affaires dans la région et la démographie favorable devraient favoriser la croissance à moyen terme.

La directrice du Département Afrique du FMI pense que face à la diminution rapide de leur marge de manœuvre budgétaire et de leurs réserves de change et aux contraintes de financement, les pays exportateurs de matières premières « devraient réagir de manière rapide et énergique au choc pour éviter tout ajustement désordonné ». Sachant que les recettes provenant du secteur des industries extractives vont sans doute rester durablement basses, elle a dit que beaucoup de pays concernés doivent absolument endiguer leur déficit budgétaire et constituer une base d'imposition viable dans le reste de l'économie. « Pour les pays non membres d'unions monétaires, la flexibilité du taux de change, dans le cadre d'un ensemble plus vaste de mesures macroéconomiques, devrait aussi faire partie de la première ligne de défense », a souligné Antoinette Sayeh.

Nestor N'Gampoula

BANQUES

Le FMI note un ralentissement des crédits bancaires au secteur privé en Afrique subsaharienne

Dans ses perspectives ajustées de l'économie mondiale publiées ce mardi 3 mai 2016 le Fonds Monétaire International relève que la croissance du crédit au secteur privé a ralenti dans la plupart des pays d'Afrique subsaharienne depuis le début de l'année. « Ce phénomène récent est examiné par rapport à la rapide croissance que le crédit à connue sur la période 2010-13, lorsque les cours des matières premières étaient orientés à la hausse et que les conditions de financement étaient favorables », explique l'institution dans son rapport.

Dans le détail, le FMI relève trois types de situations. Certains pays non exportateurs de ressources naturelles comme le Sénégal, le Kenya, le Togo et le Mozambique, présentent des risques liés à la croissance rapide du crédit qui a été supérieure à ce que les considérations structurelles sembleraient justifier et qui, à terme, pourraient peser sur la stabilité financière de ces pays. Au Kenya, le système bancaire commence déjà à être ébranlé, plombé par la réduction des marges en raison d'un marché saturé et d'une hausse persistante des créances

douteuses. Dans la plupart des pays exportateurs de ressources naturelles, la croissance rapide du crédit était liée à un processus de rattrapage. La plupart des pays concernés partaient d'une situation où le crédit bancaire était faible vers une amélioration plus positive. Dans deux d'entre eux seulement (Mali, Niger), elle a été supérieure à ce qu'auraient justifié les caractéristiques structurelles. Enfin, il reste un certain nombre de pays où les progrès sont insuffisants en matière d'approfondissement financier et où la croissance du crédit est infé-

rieure à la tendance et au niveau que sembleraient recommander les caractéristiques structurelles. Les choses ne devraient pas s'améliorer sur le court terme, car l'institution de supervision de la finance internationale prévoit désormais une croissance de 3% en 2016, contre 3,4% au terme de l'année 2015. Pour les pays exportateurs de pétrole, cette croissance devrait être seulement de 2,2%. Les pays à faibles revenus, hors Etats fragiles, connaîtront une croissance du PIB de l'ordre de 5,8% et les pays fragiles auront une progression de 4,8%. Le FMI pense que cette courbe peut être inversée, pour cela il faudrait que les gouvernements d'Afrique subsaharienne acceptent de changer de cap, en mobilisant des ressources locales et en se montrant plus efficaces dans l'allocation des ressources collectées.

Mais les défis sont nombreux et les besoins immenses. L'Afrique

subsaharienne, qui concentre une bonne majorité des 1,2 milliard d'habitants que compte le continent, possède encore un tissu productif faible, largement dominé par des capitaux étrangers, et une faible intégration régionale réduisant les possibilités des gains d'échelle. Dans ce contexte, les points de croissance sont tirés par une consommation dépendant en grande partie des importations, ce qui se traduit dans les indicateurs par une croissance très faible du Produit intérieur brut (PIB) par habitant (+0,6%), une épargne nationale brute en repli à seulement 13,4%, un solde budgétaire moyen déficitaire de -4,6%, et enfin un renforcement du déficit commercial négatif des biens de -3,4%. Par ailleurs le PIB ainsi présenté n'indique pas la qualité des produits, de l'environnement ou le type de biens qui caractérisent les économies de la région.

Agence Ecofin

INSTITUT CULTUREL FRANÇAIS

La France vend le Palais de Vienne en Autriche

Selon les informations en notre possession, c'est pour des raisons financières que Paris compte vendre son palais qui abrite l'institut culturel français à Vienne. Le futur acheteur est le Qatar.

Ce monument qui sera vendu autour de 23 millions d'euros devient coûteux en entretien et en rénovation pour la France. L'opposition du président autrichien, du chancelier autrichien et du maire de Vienne, tous les trois francophiles, ne changera rien. Vienne reste une place incontournable de la diplomatie et l'Autriche est un Etat observateur de la Francophonie. Le Qatar compte en faire sa vitrine dans les relations internationales. L'Autriche est un pays de tradition francophone et le français est la deuxième langue enseignée à l'école, après l'anglais. Le Palais abrite un lycée français de 1800 élèves et 200 professeurs et assure le rayonnement de la France et du français dans l'une des plus grandes capitales de la diplomatie au monde. Ce lieu accueille des enfants des élites politiques, économiques et artistiques autrichiens, des enfants des diplomates occidentaux, africains et asiatiques.

Malgré une pétition contre cette vente, lancée sur internet et signée par près de 6 000 personnes, le Quai d'Orsay estime qu'officiellement la France n'a plus les moyens d'entretenir ce haut lieu jugé « surdimensionné » et dont la rénovation coûterait au moins 4 millions d'euros. Il est prévu que l'Institut culturel déménage au mois d'août 2016 pour un quartier périphérique viennois.

Noël Ndong

LIBYE

Une cargaison de pétrole exporté illégalement remise au gouvernement

Une cargaison de pétrole libyen exporté illégalement par les autorités non reconnues de ce pays a été rapatriée et placée sous le contrôle du gouvernement d'union nationale, installé à Tripoli. L'annonce a été faite, le week-end dernier par le directeur de la compagnie nationale pétrolière de Libye, Moustafa Sanallah.

Selon le responsable de la société pétrolière, la restitution à la Libye de cette cargaison qui voulait

être transportée illégalement par un navire battant pavillon dénommé, Distya Ameya, intervient après l'intervention de la communauté internationale. « Le pétrole provenait de l'est de la Libye, région sous contrôle du parlement de Tobrouk, qui n'est pas reconnu par les Nations unies. Le 28 avril dernier, l'ONU avait placé ce pétrolier indien sur une liste noire en estimant qu'il transportait du brut libyen illégalement pour l'autorité parallèle libyenne ba-

sée dans l'est du pays et non reconnue par les Nations unies », a signifié Moustafa Sanallah. Parlant de la destination finale que devrait prendre cette cargaison qui a été interceptée, certaines autorités de ce pays ont estimé que ce pétrole devrait être transporté vers les Emirats Arabes Unis et que, cette livraison violait un embargo sur les ventes de pétrole libyen par des entités autres que le nouveau gouvernement libyen d'unité nationale, basé à Tripoli. « Parti

le 25 avril de l'est de la Libye, le Distya Ameya se trouvait le 26 avril au nord d'Al-Bayda dans l'est avant de faire route vers l'île de Malte qui, l'accès à ses côtes lui a été refusé et revenir vers les zones libyennes contrôlées par le gouvernement d'union nationale », ont-il déclaré avant de reconnaître que la compagnie nationale pétrolière a fait obéissance au nouveau gouvernement d'union installé à Tripoli depuis le 30 mars.

Rock Ngassakys

FAIRE VOYAGER NOTRE PASSION

AVEC AFOUZ
ENTREPRENEUR
#TALENTUDUCONGO



CONCEPTION GRAPHIQUE : THIRTY DIRTY FINGERS - © CREDIT PHOTO : CHRISTOPHER SALGADINHO

BAUDOIN MOUANDA

Lauréat de l'exposition photo de l'Economie circulaire et coopération de la mairie de Paris

Le photographe Baudoin Mouanda a remporté le premier prix du concours organisé par Green Cross pour illustrer la campagne de « l'économie circulaire et coopération décentralisée: des clés pour agir »

Mercredi 27 avril, à l'Hôtel de Ville de Paris, sur invitation d'Antoinette Guhl, adjointe à la mairie de Paris, en charge de l'Economie Sociale et Solidaire, de l'innovation sociale et de l'économie circulaire, Green Cross a mis en débat l'ouvrage « économie circulaire et coopération décentralisée : des clés pour agir ». Pour les photographes en compétition au jeu-concours de l'exposition itinérante qui a permis d'illustrer le livre, c'était l'occasion d'assister à la promulgation des résultats. Parmi les travaux photographiques reçus, c'est le travail du Congolais, Baudoin Mouanda, auquel a été décerné le premier Prix. Présent à la cérémonie, Baudoin Mouanda, connu pour les travaux distingués dans le domaine de la Sape, a exprimé sa fierté et s'est

dit honoré par cette reconnaissance des organisateurs

question de proposer un cliché à caractère universel



Baudoin Mouanda lauréat du jeu-concours sur l'Economie circulaire 2016 organisé par Green Cross France et territoires. Crédit photo : GCFT/ania freindorf

attentionnés par la richesse et la diversité de son œuvre. « L'économie circulaire est un sujet de la survie de la planète », a déclaré le photographe. Et d'expliquer qu'à sa manière, il a été

mettant en avant l'économie circulaire, la coopération décentralisée, et l'action de terrain. « Heureux d'avoir contribué dans l'ouvrage à une des possibilités de l'économie circulaire, une

des solutions de la COP 22 qui sera le temps des solutions », a confié Baudoin Mouanda.

Cet ouvrage, tout comme

que les travaux photographiques réalisés dans les régions et pays du monde suivants : Amérique du Sud, Cameroun, Campagnes et Villes françaises, Chine, Cuba, golfe de Guinée, îles pionnières (toutes les mers du monde), Maroc, Nouvelle-Calédonie, Québec, Sénégal.

Au cours de la conférence-débat de lancement « économie circulaire et coopération décentralisée : des clés pour agir », Antoinette Guhl a rappelé les engagements de Paris, et la mise en place d'une réelle stratégie de coopération dans l'économie circulaire. Elle a également salué la diversité des actions locales d'économie circulaire, et présenté la façon dont une mise en synergie des initiatives locales et avec les collectivités jumelées pouvait avoir des résultats concrets et opérationnels.

Marie Alfred Ngoma

COMMUNIQUÉ

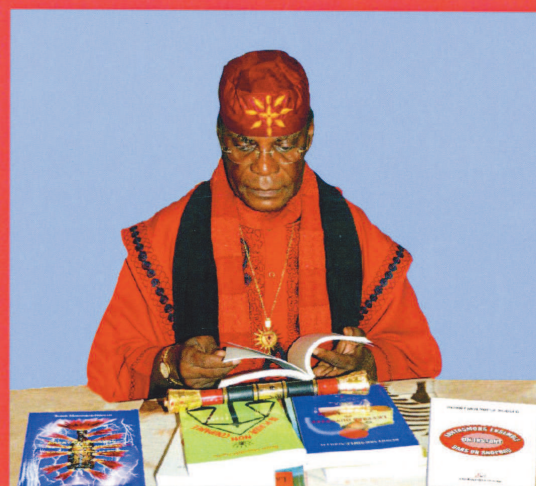
Après l'épuisement du premier stock de "Blaque à part toute vérité est bonne à dire", le dernier livre du général écrivain Benoît Moundélé-Ngollo-Mouandzolo Pama, les éditions l'Harmattan-Congo ont le plaisir de vous annoncer l'arrivée d'un nouveau stock qui a été revu et corrigé.

Ce livre est toujours vendu au prix promotionnel de 5000 FCfa à la librairie l'Harmattan-Congo, sise 67 Bd Denis Sassou N'Guesso, en face de l'arrêt de bus Congo-pharmacie, dans le même bâtiment que l'ex-bibliothèque nationale, au centre-ville (Brazzaville).

Benoît MOUNDÉLÉ-NGOLLO

BLAGUE À PART TOUTE VÉRITÉ EST BONNE À DIRE

Édition revue et corrigée



Harmattan
Congo-Brazzaville

REPUBLIQUE DU CONGO
 MINISTERE DE L'ECONOMIE FORESTIERE ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE
 PROJET FORET ET DIVERSIFICATION ECONOMIQUE (PFDE)
 Financement IDA-Crédit n°5121-CG

ATTRIBUTION DU MARCHE N° 034/C/MEFDD-CAB/PFDE/16

1. Demande de manifestation d'intérêt n°026/MEFDD-CAB/PFDE/AMI/C/2015: Recrutement d'un Cabinet de l'audit externe financier et comptable du Projet Forêt et Diversification Economique.

2. Méthode utilisée : Sélection Fondée sur la Qualité et le Coût (SFQC).

3. Soumissionnaires ayant manifestés l'intérêt : Groupement CK Audit-Conseil et Etudes-FIDEREC; Eureka Audit Conseil; SEC DIARRA; Cabinet AUDIREX; ADOC Audit & Conseil; Groupement QUALEX-STRONG Nkv; AMCA BEKOLO & Partners; Pricewaterhouse & Coopers; BEC; Groupement KMC-SYNEX Consulting; MAZARS CAMEROUN; GPO PARTNERS RWANDA; COFIMA; Cabinet ELYON; Cabinet TATE & Associés; HLB Premus Central Africa; AWT SATURN; KMG CONGO; GRANT TORNTHON SENEGAL; LOCHAN & CO; CIECAM-EXCO; Cabinet SVDG; Groupement EMC-Bénin-ARC-Togo; CGIC-AFIRQUE; AMC ERNST & YOUNG; EMINENCE CONSEILS; SIFEC; EXACO.Amic; CACOGES; BDO; AFRIQUE AUDIT & CONSEIL(AAC); Cabinet GKM Audit Conseil; Congo Audit Conseil; Ernst & Young.

4. Soumissionnaires figurant sur la liste restreinte : SEC DIARRA; COFIMA; AFRIQUE AUDIT & CONSEIL(AAC); GRANT TORNTHON SENEGAL; AWT-SATURN.

5. Soumissionnaires ayant soumis une proposition : AFRIQUE AUDIT & CONSEIL(AAC); AWT-SATURN; GRANT TORNTHON SENEGAL; COFIMA.

6. Scores Techniques globaux et notes attribuées pour chaque critère et sous critère

-Expérience du consultant (10 points) : AFRIQUE AUDIT & CONSEIL (9,5); AWT-SATURN(9,58); GRANT TORNTHON SENEGAL(9,75); COFIMA(10).

-Adéquation et qualité de la méthodologie proposée et du programme de travail par rapport aux Termes de Référence (30 points) : AFRIQUE AUDIT & CONSEIL(27); AWT-SATURN(22); GRANT TORNTHON SENEGAL(28); COFIMA(27,67).

-Qualification et expérience du personnel clé proposé pour la mission (60 points) : AFRIQUE AUDIT & CONSEIL(55,75); AWT-SATURN(57,17); GRANT TORNTHON SENEGAL(56,70); COFIMA(60).

-Total (100 points) : AFRIQUE AUDIT & CONSEIL(92,25); AWT-SATURN(88,75); GRANT TORNTHON SENEGAL(94,45); COFIMA(97,67).

7. Prix offerts par chaque consultants et lus publiquement :

AFRIQUE AUDIT & CONSEIL : 24.450.000F CFA HT; AWT-SATURN : 14.300 USD HT/exercice; GRANT TORNTHON SENEGAL : 24.354.000F CFA TTC; COFIMA : 28.440.000 F CFA HT.

8. Scores finaux et classement final / 100 points

AFRIQUE AUDIT & CONSEIL : (93,80 points); AWT SATURN : (89,83 points)
 GRANT TORNTHON SENEGAL : (92,93 points); COFIMA : (93,62 points).

9. Durée du contrat: le cabinet d'audit AAC fournira les services de trois exercices comptables; soit 2015; 2016 et 2017 (clôture). La durée de réalisation de la mission par exercice est d'un (01) mois.

10. Attribution du marché : marché attribué au cabinet consultant AFRIQUE AUDIT & CONSEIL (AAC); pour un montant total toutes taxes comprises de vingt cinq millions huit cent quatre vingt quinze mille huit cent cinquante francs (25.895.850 FCFA).

Fait à Brazzaville le

Le Coordonnateur;

Joachim KONDI



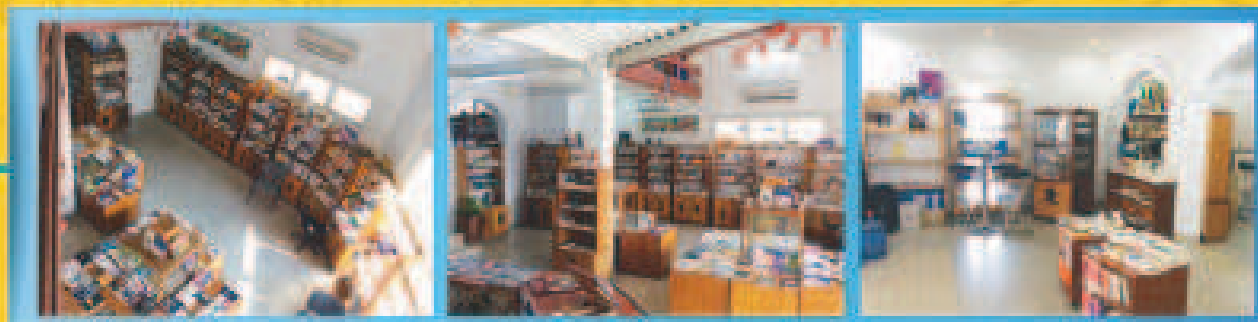
LIBRAIRIE
 LES MANGUIERS

LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Un **Espace de Vente:** Une sélection unique de la **LITTÉRATURE CLASSIQUE** (africaine, française et italienne)



Des : Essais, Bandes dessinées, Philosophie, etc.



Un **Espace culturel** Pour vos **Manifestations :**
 Présentation d'ouvrages, Conférence-débat, Dédicace
 Emission Télévisée, Ateliers de lecture et d'écriture.

84 Boulevard Denis Sassou N'Guesso
 Immeuble les manguiers (Mpila) Dépêches de Brazzaville

Ouvert

DU MARDI AU VENDREDI 9h - 17h
 SAMEDI 9h - 13h





LES VENDREDIS DU JAZZ



UN SON AUTHENTIQUE
POUR UN MOMENT EXCEPTIONNEL

AVEC FREDDY MABANZA & WAKASSA GROUP

VENDREDI 22 AVRIL DE 19H30 À 22H

ESSENGO BAR



PEFACO HOTEL MAYA MAYA

AÉROPORT INTERNATIONAL DE BRAZZAVILLE

★★★★★

25^e JOURNÉE INTERNATIONALE DE LA LIBERTÉ DE LA PRESSE

FFJ déplore la poursuite des attaques contre les journalistes et les médias en RDC

L'ONG de promotion et de défense de liberté de la presse, Freedom for journalist (FFJ), a regretté, le 3 mai, qu'environ quarante cas d'attaques soient dirigés contre les journalistes et les médias, minant ainsi l'exercice de la liberté de la presse en RDC.

Dans un communiqué publié à l'occasion de la célébration de la 25^e journée internationale de la liberté de la presse, FFJ a souhaité que la journée placée par l'Unesco sur le thème « *L'accès à l'information et aux droits fondamentaux, c'est votre droit* » puisse interpeller le gouvernement de la RDC sur la nécessité de laisser les médias donner la parole à tous les courants sociopolitiques en ce moment où le pays s'apprête à organiser des élections essentielles. Cette ONG dit, par ailleurs, regretter que l'option levée s'apparente à une répression qui se caractérise par la fermeture systématique des médias qui donnent la parole à des leaders d'opinion différente de celle des proches du gouvernement. « *La population a droit à l'information et seuls les médias libres et indépendants sont à même de livrer un contenu qui reflète au mieux les aspirations de la population* », a fait constater FFJ.

Dans son monitoring, cette ONG, qui est parmi les associations de promotion et de liberté de la presse les plus actives en RDC, a relevé, à ce jour, environ quarante cas d'attaques contre les médias et les journalistes aussi bien à Kinshasa que sur l'ensemble du pays. FFJ a, en effet, noté que la plupart des médias fermés depuis 2011 sont des propriétés d'anciens membres de la majorité présidentielle actuellement passés dans l'opposition. « *Même les journalistes qui sont soit emprison-*

nés soit objet d'attaques diverses sont, en grande partie, membres des médias indépendants ou proches de l'opposition », a indiqué l'ONG.

Selon FFJ, l'atteinte à l'entrave à la circulation de l'information a été spécifiquement observée lors de la coupure, le 16 février 2016, du signal d'émission de Radio France internationale à Bukavu, au Sud-Kivu et à Kinshasa. La répression des médias, a appuyé l'ONG, s'est poursuivie avec la fermeture, le 11 mars 2016, de La Voix du Katanga, une télévision appartenant à Gabriel Kyungu, émettant à Lubumbashi dans le Haut-Katanga.

En janvier 2016, Mapendo et Nyota, deux médias, propriétés de Moïse Katumbi, actuellement opposant farouche au président en place, ont été fermés. Jua Lubumbashi Télévision, appartenant à Jean-Claude Muyambo, un autre membre de l'opposition, incarcéré à la prison centrale de la capitale Kinshasa, a, elle aussi, été fermée. Dans la capitale, trois médias appartenant aux opposants sont aussi fermés. Il s'agit de Canal Kin Télévision, Canal Futur Télévision et Radio Lisanga Télévision. Il y a également Radio Liberté Beni, station émettant à Beni, à l'est de la RDC, qui est fermée depuis mi-novembre 2014, et Radio Owoto, chaîne émettant à Lodja, dans le Sankuru, appartenant à Christophe Lutundula, qui a été fermée le 17 septembre 2015. « *Six autres médias ont été réduits au silence au centre de la RDC pour non-paiement des taxes* », a ajouté FFJ, qui avait demandé aux autorités compétentes de trouver un modus vivendi avec les responsables de ces médias en vue de préserver le sacro-saint droit du public à l'information.

Lucien Dianzenza

DIALOGUE

La facilitation marque le pas !

Cinq mois se sont écoulés depuis que le chef de l'État a signé l'ordonnance instituant le dialogue politique sans que des signaux rassurants ne présagent une tenue imminente de ce forum national.

Où en est-on avec le dialogue politique dont la tenue avait été déclarée imminente ? Cette question vaut la peine d'être posée au regard des atermoiements qui caractérisent, à l'heure qu'il est, la dynamique enclenchée depuis la désignation, par l'Union africaine, du facilitateur à la crise congolaise. Plutôt que de s'accélérer, le processus a tendance à marquer curieusement le pas. Edem Kodjo sur qui reposent désormais tous les espoirs eu égard à sa mission de fédérer un grand nombre d'acteurs politiques congolais autour de l'idée du dialogue dans une perspective d'inclusivité, paraît être bloqué à l'heure qu'il est. L'ancien premier ministre togolais ne donne plus de la voix. Il est devenu aphone depuis qu'il s'est buté à l'obstination de l'UDPS de voir le dialogue se tenir conformément aux exigences contenues dans sa feuille de route du 15 février 2015 qui fait du respect de l'Accord-cadre d'Addis-Abeba un des préalables.

Bien plus, le parti d'Étienne Tshisekedi tient au strict respect de la résolution 2277 du Conseil de sécurité de l'ONU s'inscrivant dans la logique du respect des délais constitutionnels. Des exigences, somme toute, contraignantes et qui demandent beaucoup de tact de la part du facilitateur. Ce dernier a tout intérêt à avoir dans son giron l'UDPS afin de légitimer tant soit peu un dialogue qui n'aurait de sens qu'avec l'implication des grands partis politiques de l'opposition. Comme si cela ne suffisait pas, le parti du « *lider maximo* » revendique à lui seul le quota de l'opposition au dialogue brandissant la portée historique de son combat pour l'avènement de la démocratie en RDC. L'UDPS veut s'ériger en censeur dans la confection des listes des délégués de l'opposition au comité préparatoire de ces assises en s'in-

terposant notamment dans le choix des personnes à désigner. Une prétention plutôt mal perçue par d'autres partis et regroupements politiques de l'opposition qui y voient une sorte de diktat mal orienté.

À la Nouvelle classe politique et sociale ainsi qu'à l'opposition citoyenne, on fait fi des ce qu'on qualifie d'intimidations de la part de l'UDPS. Ces deux plates-formes politiques tiennent mordicus à participer à toutes les étapes du dialogue à commencer par le comité préparatoire. Une situation qui, naturellement, est de nature à compliquer la tâche au facilitateur appelé à jouer la carte d'apaisement dans un contexte de reniement et de remise en cause récurrentes des listes établies exacerbé par le dédoublement de quelques partis politiques. Entre-temps, la requête introduite par la majorité à la Cour constitutionnelle pour l'interprétation de l'article 70 de la Constitution tend à rajouter à la confusion en ce sens qu'il s'agit là d'une matière qui pouvait être discutée au dialogue mais qui, hélas, est en passe d'être vidée de sa substance avant même l'amorce des discussions. Cette initiative, à en croire certains analystes, ne favorise pas l'intégration des autres forces politiques de plus en plus méfiantes à intégrer la dynamique du dialogue. Au-delà, il y a tous ces dérapages visant la traque des opposants à mettre à l'actif de la coalition au pouvoir qui ne sont pas de nature à favoriser la décrispation du climat politique dont on a besoin pour gagner le pari de la cohésion nationale que requiert le dialogue.

Face à toutes ces équations insolubles, le facilitateur ne sait plus où donner la tête. De retour à Kinshasa après un déplacement à Addis-Abeba où il est allé faire un rapport à la présidente de la Commission de l'Union africaine sur ses consultations politiques en RDC, Edem Kodjo n'est plus - comme autrefois - au devant de la scène préférant adopter un profil bas. Empêtré dans le bourbier congolais, il lui faut faire preuve d'imagination pour se tirer d'affaires, sinon....

Alain Diasso

Guy Gweth : « L'Afrique doit investir dans l'éducation »

Le spécialiste de l'intelligence économique était l'un des deux intervenants invités au dîner de réflexion organisé, le 29 avril, à Bruxelles par le think tank « Le Cercle d'excellence » sur le thème « Apport et impact économique de la diaspora africaine en Europe ». Pour le fondateur de Knowdys Consulting Group, l'éducation est le chantier essentiel si le continent veut réellement changer la face du monde.

D'entrée de jeu, Guy Gweth a tenu à préciser qu'à l'heure actuelle et sur la base des investigations menées, il n'existe pas d'impact économique de la diaspora africaine, en comparaison des diaspora juive, chinoise ou indienne. « *À l'état actuel des choses, nous sommes incapables de tirer dans la même direction* », a souligné le fondateur de Knowdys Consulting Group, cabinet de conseil en intelligence économique et affaires publiques spécialisé dans les marchés subsahariens. « *Si on me posait aujourd'hui la question de savoir s'il faut que la diaspora africaine sur-*

vive ou pas, je répondrai : assassinez-la et laissez émerger une génération spontanée. Au vu de nos investigations, la diaspora actuelle est totalement inadaptée pour être les parents des enfants que nous mettons au monde aujourd'hui. Même si aujourd'hui nous représentons 7% de la richesse mondiale, ce qui est colossal en tant que continent, ce basculement qui a eu lieu, ce changement de paradigme qui a eu lieu au cours des quinze dernières années, ajouté au développement des technologies de l'information fait que nous sommes incapables d'orienter les enfants de 5 à 12 ans que nous avons chez nous. Le monde a tellement changé que si on voulait leur transmettre ce que nous avons reçu de nos parents en totalité, on serait de mauvais parents. Nous n'avons jamais connu le monde dans lequel ils vivent aujourd'hui. Un monde d'une vitesse inouïe, d'une capacité d'innovation exceptionnelle et qui attend des Africains totalement décomplexés », a indiqué Guy Gweth. Pour ce dernier, les fonds



Guy Gweth pendant sa présentation

envoyés en Afrique par la diaspora (évalués à 35 milliards en 2015 par la Banque mondiale) n'ont aucun impact car dilués dans les préoccupations quotidiennes comme les fêtes ou encore les soins médicaux. D'où l'absence d'un impact économique de cette diaspora.

Un nouveau type d'éducation

Néanmoins, a-t-il précisé sur un ton plus optimiste, jamais auparavant, dans l'histoire de l'humanité, l'Afrique n'a eu autant de chance

de changer la face du monde. À titre d'exemple, a-t-il révélé, en 2050 un terrien sur quatre sera africain. « *Le vieillissement des populations européenne, américaine et asiatique sera tel que la principale main d'œuvre mondiale viendra de l'Afrique qui sera toujours le plus jeune continent* », a fait savoir le fondateur de Knowdys Consulting Group. Pour ce faire, a-t-il estimé, l'Afrique et sa diaspora doivent investir dans l'éducation si les Africains veulent avoir un impact demain sur l'avenir du continent et changer véritablement le visage du monde.

« *C'est le chantier dans lequel je vous exhorte d'investir de toutes mes vœux et de toutes mes forces. Si l'on veut vraiment changer la face de notre continent, il faut investir dans l'éducation en tirant ensemble dans la même direction. Nous devons investir dans un nouveau type d'éducation. Celle où l'on forme tout l'homme à la fois en termes de savoir-faire et de savoir-être parce que le monde entier attend l'homme africain de*

type nouveau, totalement décomplexé et qui a la conscience d'être au centre du monde et au centre des préoccupations mondiales. On attend que nous devenions des Africains nouveaux conscients du fait qu'aujourd'hui, c'est nous qui avons à recréer l'histoire de l'humanité. Si vous voulez avoir un impact économique qui n'existe pas aujourd'hui mais pour demain, les chantiers sont ceux de l'éducation, spécialement l'éducation tournée vers les technologies de l'information », a conclu le spécialiste de l'intelligence économique. Notons que le Congolais Jean Bofane était l'autre intervenant à ce dîner de réflexion organisé par le think tank « Le Cercle d'excellence ». Ce dernier célébrait également son premier anniversaire à cette occasion. Présidé par la camerounaise Pulchérie Chantal Éboko et cofondé par la Congolaise Mona Mpebele, ce think tank a pour vocation de faire des analyses et d'élaborer des propositions novatrices sur des sujets économiques, culturels et politiques liés aux minorités issues de l'immigration.

Patrick Ndungidi

INSTABILITÉ DU CADRE MACRO-ÉCONOMIQUE

Grave menace sur le bilan social du gouvernement

En constante progression ces dernières années, les fondamentaux économiques de la RDC affichent une faiblesse préoccupante depuis la fin de 2015. Or, dans sa stratégie, l'exécutif national s'est appuyé sur la stabilité du cadre macro-économique comme un outil pour arriver à créer les meilleures conditions aux classes modestes. En effet, comme l'explique le Premier ministre Augustin Matata, une croissance forte, une inflation maîtrisée et une stabilité monétaire améliorent forcément le pouvoir économique des Congolais.

Pour la primature, les différentes catégories socioprofessionnelles actives ont profité de la stabilité macro-économique de ces dix dernières années. La RDC a continué à enregistrer la stabilité macro-économique sur la plus longue partie de 2015. Mais des signes de rupture ont débuté vers la fin de l'année avant de se renforcer au cours des premiers mois de 2016. « Lorsque le prix augmente ou que la monnaie se déprécie, ce sont ceux qui perçoivent leur revenu en francs congolais, généralement non indexé au coût de la vie, qui en paient le prix le plus fort », fait-il remarquer dans son livre intitulé « Pour un Congo émergent ».

À en croire Augustin Matata Ponyo, une croissance forte, une inflation maîtrisée et une stabilité monétaire permettent de rendre le panier de la ménagère moins cher et de créer des emplois. Jusque-là, cette combinaison a bien produit les effets escomptés. Lors du passage de décembre 2015 à janvier 2016, les prix des

produits de première nécessité n'ont pas bougé, permettant aux Congolais de passer de bonnes fêtes. Aux analystes qui critiquent l'absence d'une croissance inclusive en RDC, le gouvernement répond qu'il faut bien commencer quelque part. Mais pour certains analystes, le pays a besoin actuellement d'une croissance plus qualitative pour arriver à exercer une réelle influence sur le quotidien des Congolais.

Certes, la croissance congolaise repose sur deux à trois produits répartis dans quelques secteurs d'activités de l'économie nationale. Mais, fait-il observer, les efforts sont en cours pour diversifier l'économie en revalorisant l'agriculture, la pêche, l'élevage, le tourisme et la forêt. Il faut y ajouter d'autres défis à relever au niveau des infrastructures de base comme les ports et aéroports mais également l'énergie électrique.

Néanmoins, Augustin Matata pense être dans la bonne direction avec la tenue correcte des fondamentaux de l'économie durant plusieurs années, même si sa priorité en tant que Premier ministre, nommé en 2010, a été d'établir un état des lieux du fonctionnement des finances publiques et d'intensifier la dynamique des réformes pour une meilleure gouvernance. Selon lui, les finances publiques, comme partout ailleurs dans les États membres, doivent véritablement constituer un outil de création des conditions de vie meilleure et stimuler une croissance économique forte et partagée.

Laurent Essolomwa

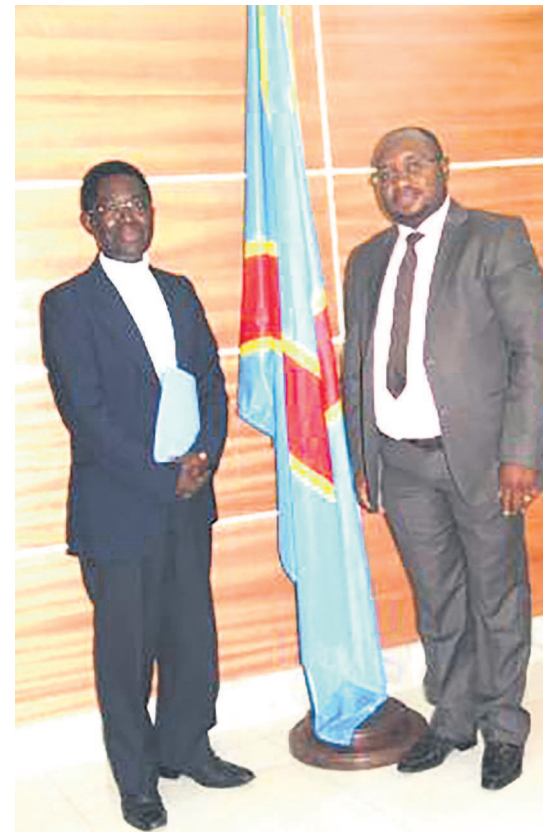
PROTECTION SOCIALE

L'évêque de Boma plaide pour la promotion des mutuelles de santé

La couverture universelle des soins de santé est un défi que le gouvernement tient à relever pour permettre à tout Congolais de bénéficier des soins de santé de qualité et il y a déjà une loi en examen au Parlement sur cette question.

Pour permettre la couverture universelle des soins de santé de qualité, la mutuelle de santé est l'une des stratégies à promouvoir. C'est dans ce cadre que l'évêque de Boma, Cyprien Mbunka, a été reçu le 2 mai par le ministre de la Santé publique, le Dr Félix Kabange Numbi. Au centre de leur entretien : « échanger sur les mutuelles de santé ». À en croire l'évêque de Boma, il est venu rencontrer le ministre de la Santé publique pour voir comment travailler en partenariat avec le ministère dans le cadre de la protection sociale. « La santé constitue le premier pilier de la protection sociale et nous, nous sommes venus dans le cadre de notre structure dénommée « Centre de gestion des risques et accompagnement technique de mutuelle de santé » pour échanger avec le ministre de la Santé publique sur les possibilités de travailler avec plus d'efficacité tout en étant dans la ligne de ce que le papyrus propose en ce qui concerne la protection sociale, particulièrement la santé », a-t-il dit.

Cyprien Mbunka a souligné que la femme et l'enfant restent prioritaires. « Nous impliquons tout le monde, nous voulons avoir



L'évêque de Boma et le ministre de la Santé publique des femmes et des enfants bien portant mais aussi des hommes bien portant parce que si l'adulte et l'homme ne le sont pas, ils vont contaminer la femme et l'enfant et on restera dans un cycle vicieux. Donc, c'est tout le monde qui est ciblé dans notre action même s'il y a quelques priorités pour la femme et l'enfant », a poursuivi l'évêque de Boma.

Aline Nzuzi

IMPRIMERIE DU BASSIN DU CONGO



LEADER DANS L'IMPRESSION PRESSE OFFSET AU CONGO

+242 06 951 0773
+242 05 629 1317

imp.bc@adiac-congo.com

84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso
Brazzaville - République du Congo



FORUM INTERNATIONAL GREEN BUSINESS

La 7^e édition annonce sa couleur

Une conférence de presse prélude à cette 7^e édition du Forum international green business (FIGB) qui se déroulera du 17 au 19 mai a été organisée par la Chambre de commerce le 30 avril. L'événement réserve cette année une part importante aux jeunes. Il se déroulera sur le thème «Comment l'innovation et la technologie peuvent-elles favoriser le développement de l'économie verte en Afrique subsaharienne ? »

La conférence de presse qui a eu lieu dans la salle de conférence de la Chambre de commerce a été animée par Didier Sylvestre Mavouezela, président de cette structure initiatrice de ce forum organisé en partenariat avec la CEEAC (Communauté économique des États de l'Afrique centrale), le gouvernement congolais et le secteur privé. Cette année, le forum sera axé sur l'innovation et la technologie. Il sera question, a indiqué le président de la Chambre de commerce, de traiter la problématique de l'innovation et de la technologie pour identifier en quoi elles peuvent constituer des leviers pour le développement de l'économie verte en Afrique, voir comment faire pour acquérir les technologies les mieux adaptées aux réalités des pays d'Afrique centrale.

L'innovation doit jouer un rôle fondamental dans le développement. «Notre objectif dans le forum est de faire la promotion des technologies appliquées aux thématiques que nous avons l'habitude d'étudier tels que le climat, l'entrepreneuriat, l'agriculture. L'innovation et la technologie doivent impacter ces thématiques pour que nous nous développons», a précisé Didier Sylvestre Mavouezela.

Plusieurs activités seront organisées en marge du forum en vue de permettre aux participants de s'approprier l'innovation et la technologie et aussi de sensibiliser aux ODD (objectifs de développement durable) et aux enjeux de l'économie verte. Il s'agit notamment des tables rondes et des ateliers dont un de haut niveau animés par des experts congolais et internationaux. Ce forum nécessitant d'être relayé pour plus d'impact, les journalistes qui ont un grand rôle à jouer dans ce cadre, ont été interpellés et appelés à apporter leur contribution dans le développement de l'économie verte. De ce fait, il sera organisé en marge du forum, un atelier de sensibilisation des journalistes en vue de les inciter à une meilleure implication dans les questions sur l'environnement et l'économie verte.

Le FIGB implique les jeunes dans le développement de l'économie verte

Une part importante est accordée à la jeunesse à cette 7^e édition. Des activités qui leur sont destinées auront lieu en marge du forum car, pour Didier Sylvestre Mavouezela, le développement de l'économie verte nécessite leur implication: «Nous sommes conscients que si nous voulons que demain l'économie verte se développe, il faut commencer par toucher la jeune génération», a-t-il souligné. En effet, outre les tables rondes et ateliers sur l'innovation et les technologies, les jeunes de certaines écoles de la place participeront au quizz qui sera organisé avec remise des prix aux gagnants, à l'atelier de sensibilisation aux objectifs de développement durable et à celui sur l'entrepreneuriat qui sera clôturé par les témoignages des jeunes entrepreneurs. «Nous avons sollicité un partenariat avec le ministère de la Jeunesse. Nous voulons qu'avec ce département, des actions soient mises en œuvre en partant du forum», a indiqué le président de la Chambre de commerce.

Toutes ces activités susmentionnées ont été retenues de sorte que le monde soit concerné. Cette économie concerne les entre-

preneurs mais aussi la société civile et les pouvoirs publics. Tout le monde est donc appelé à se mobiliser pour contribuer au développement de l'économie verte et devenir un casque vert, c'est-à-dire un défenseur de l'environnement comme l'a souligné Didier Sylvestre Mavouezela. « Si nous ne nous mobilisons pas, nous allons parler demain de fracture écologique. Autant on parle aujourd'hui des casques bleus, je suis persuadé qu'avec la menace qui pèse sur la planète, demain on parlera des casques verts qu'on enverra dans les pays pour empêcher la coupe du bois. Pour éviter qu'on nous l'impose, nous devons nous mobiliser », a-t-il dit. Cette édition connaîtra la participation du commissaire de l'Union africaine chargé des sciences et de la technologie. Une exposition-danse Kébé-Kébé organisée par Yves Dubois et Emmanuel Okamba à l'espace culturel Jean-Baptiste-Tati-Loutard aura lieu au terme du forum pour permettre aux participants de découvrir le Congo et sa culture.



Didier Sylvestre Mavouezela lors de la conférence de presse

Institution de promotion de l'économie verte, cadre de réflexion et d'échange sur de bonnes pratiques entre les différents acteurs de l'économie verte, le FIGB qui a été lancé en 2010 a pour mission de développer la connaissance des grands enjeux de l'économie verte en Afrique centrale. Plusieurs avancées ont été enregistrées depuis son institutionnalisation par la CEEAC telles que la mise en place d'un programme d'appui au développement de l'économie verte adopté en 2011 et la création d'un fonds pour l'économie verte en Afrique centrale, la création des clusters déchets et cosmétique ainsi que du réseau des entreprises de l'Afrique centrale.

Lucie Prisca Condhet N'Zinga

TRAVAUX PUBLICS

L'avenue Émile-Biyenda bientôt bitumée

Située dans le sixième arrondissement Ngoyo, l'avenue Émile-Biyenda est un axe majeur de déplacement qui relie les quartiers Boutsia-boutsielé et Tchimaghi au marché de la Liberté au Fond Tié-Tié. Cette voie sera bitumée sur une distance de 1 km 200. Les travaux ont démarré il y a quelque temps et sont exécutés par la société Translogistique.



Les travaux d'aménagement sur l'avenue Émile-Biyenda Crédit photo: Adiac»

Tantôt fangeux, tantôt sablonneux, l'avenue Émile-Biyenda présentait une image peu reluisante avant que les travaux d'aménagement ne soient entrepris sur cette voie. Aujourd'hui, la population environnante se réjouit du lancement des travaux. À l'issue de ces travaux, l'avenue Émile-Biyenda deviendra une zone de circulation aisée qui va non seulement permettre à la population riveraine de jouir de cet environnement amélioré mais également à la vie locale de se développer pour devenir encore plus agréable à vivre. Ces travaux d'aménagement partent du poste de sécurité publique de Mpaka jusqu'au-delà du lycée de Mpaka.

D'après les ouvriers rencontrés sur les lieux, les

travaux de canalisation seront amorcés dans peu de temps, puis s'en suivra le terrassement avant d'entamer avec l'opération de bitumage. « C'est une bonne chose que cette avenue soit bitumée car son état piteux commençait à enclaver toute cette zone », ont dit les personnes habitant aux abords de cette avenue.

L'avenue Émile-Biyenda a longtemps été impraticable pour les automobilistes à cause des mares d'eau présentes le long de la voie. Cette avenue qui traverse les quartiers 120 Mpaka, Boutsia-boutsielé et Tchimaghi sera d'ici peu un axe routier goudronné. Car le lancement des travaux fait déjà le bonheur de la population.

Hugues Prosper Mabonzo

VATICAN

La dignité par le travail, gage de paix

Une conférence de quatre jours rassemble chrétiens et musulmans au Vatican pour parler du travail et du développement durable.

Organisée conjointement par le Conseil pontifical justice et paix et par l'Organisation internationale du Travail (OIT), une conférence internationale s'est ouverte lundi matin à Rome sur le thème : « Développement durable et Futur du Travail dans le contexte du Jubilé de la Miséricorde ». Le but de la rencontre de quatre jours est d'approfondir la compréhension de la Doctrine sociale de l'Eglise, son enseignement sur les questions sociales. Dans le contexte de la célébration mondiale de la Fête du 1^{er} mai, « fête des travailleurs », l'Eglise catholique a voulu rappeler l'insistance que le pape met sur la notion de dignité par le travail.

Les intervenants sont aussi bien des catholiques que des musulmans et des spécialistes d'autres confessions, ou des experts de la société civile en matière de droit du travail. Tous partagent l'idée que les religions ne doivent pas se tenir loin de l'homme et de la femme au travail ; qu'elles ont au moins un rôle d'aiguillon à exercer pour que la production des biens servent avant tout l'homme, le nourrissent, le conduisent à son épanouissement, et que ses gains ne soient pas confisqués par une minorité ni une idéologie.

Le cardinal ghanéen Peter Kodwo Appiah Turkson, président du Conseil pontifical Justice et Paix, a rappelé que la notion de la juste rétribution était aussi une partie du message évangélique. L'Eglise catholique estime que le salaire du travailleur ne peut être laissé à l'arbitraire du seul mécanisme des marchés, ni évalué à la seule lumière du gain et du profit. Différents papes se sont appesantis sur la centralité de l'homme, producteur mais aussi bénéficiaire des biens ; partenaire et non adversaire du pourvoyeur de travail. Hommes et femmes au travail sont avant tout des humains, pas des courbes statistiques, a-t-il souligné, reprenant une idée maintes fois soutenue par le pape François. Aujourd'hui, a-t-il poursuivi, avec l'adoption par les Nations unies à l'entrée du 21^e siècle des Objectifs du millénaire pour le développement, « il s'agit de promouvoir un développement durable, qui tienne sur les trois piliers essentiels que sont : le développement économique ; l'inclusion sociale et la protection de l'environnement, ainsi que le rappelle le Pape François dans l'Encyclique Laudato Si. Qu'un des trois piliers vienne à manquer et c'est l'injustice qui s'insinue dans la société, avec son cortège de frustrations qui sont à la base des guerres et des conflits dans le monde », a dit le haut-prélat ghanéen.

Lucien Mpama

6^e ÉDITION DU FTSPN

CEPL remporte le prix spécial du jury

Après trois journées de spectacles et d'échanges, la 6^e édition du Festival de théâtre scolaire et de la mode de Pointe-Noire (FTSPN) a pris fin, le 30 avril, à Sueco par la cérémonie de remise des prix aux comédiens et écoles qui se sont distingués au cours dudit festival. Le Centre d'enseignement privé de Loandjili (CEPL) que dirige Marie-Thérèse Loembé a gagné le prix spécial du jury pour la troisième fois consécutive. De facto, ce centre conserve le trophée.

La carte blanche faite par Georges Mboussi, le défilé de mode en pagne, le jeu concours de la langue française et les animations ont été organisées à la clôture avant la cérémonie de remise des prix, moment tant attendu par le public. Les lauréats méritants ont été primés après les représentations théâtrales, le concours de miss et celui de la langue française. En toute loyauté et indépendance, le jury dirigé par Nestor Mabila assisté d'Aimée Mavoungou et Michael Thamsy a tranché et rendu publics les résultats. À la fin de l'activité, Flore Jardin Kongo, marraine de l'édition, a remercié tous les participants et partenaires qui, par leur apport, ont contribué à la réussite du



Les élèves du CEPL manifestant leur joie

festival.

Cardy Cardelin Babakila, directeur du festival, a également témoigné sa reconnaissance aux artistes et acteurs du monde culturel tels que Teddy Benzo, Magellan, Germaine Ololo, Yvon-Wilfried Lewa-Let Mandah, Rubens Mbaya, Hervé

Brice Mampouya, Jack Percher, Jussie Nsana, la troupe théâtrale Les Pétroliers pour leur apport incommensurable à l'art et à la culture au Congo. Pour soutenir les enfants démunis et déscolarisés, une cagnotte a été organisée à cet effet. Les fonds recueillis seront ainsi reversés aux enfants

vulnérables.

Le palmarès de l'édition 2016 du FTSPN

Catégorie primaire
Meilleur acteur : Gnaly Jérémie, 7ans, école Les Bourgeois
Meilleure actrice : Tary Isra, 9 ans, école Les Bourgeois
Meilleur spectacle : Merci à ma

planète, école Les Bourgeois
Catégorie Collège
Meilleur acteur : Ossendé Ephraïm, 5e, 13 ans, école Dom-Helder-Camara
Meilleure actrice : Mounanou Harmonie, 5e A, CEPL
Meilleur spectacle : La pièce « L'homme d'affaires », Dom-Helder-Camara
Catégorie lycée
Meilleur acteur : Dimi Luc, terminal D, 19 ans, CEPL
Meilleure actrice : Moupala Lyne, 1ere, 16 ans, Dom-Helder-Camara
Meilleur spectacle : La pièce « Tout ou Rien », CEPL
Catégorie université
Meilleur acteur : Goma Juste, 22 ans, université de Loango.
Meilleure actrice : Mbouma Peya, 20 ans, université de Loango
Spectacle : La pièce de théâtre « À la création au rachat », EAD.

Concours des miss

Miss FTSPN 2016 : Fouani Bénie, 20ans, terminale D, école CEPL

1ere dauphine : Dramé Aminata, 3e, 16 ans, école La Nouvelle pépinière

2^e dauphine : Houmba Gloire God – Vera, terminale C, CEPL
Concours de langue française
Nzengui Florida, 1ère, Dom-Helder-Camara

Hervé Brice Mampouya

MUSIQUE

Le batteur Xavier Guerrée inhumé sur ses terres

Décédé le 11 avril à Pointe-Noire, le batteur français Xavier Guerrée a été conduit à sa dernière demeure, le 27 avril, au cimetière de Passy dans le 16^e arrondissement de Paris où il repose en paix dans la sépulture Chabrilat aux côtés de son grand-père.

Avant l'inhumation du défunt, une messe en sa mémoire a été organisée en l'église Sainte-Marie des Batignolles dans le 17^e arrondissement. Au cours de cette messe, Hervé le frère aîné de Xavier et le conteur Jorus Mabila, qui l'a amené pour la première fois au Congo, où il a participé des années durant au Festival de l'oralité « Retour au Mbongui », lui ont rendu hommage. Le premier, ému, se référant à la musique, a parlé du départ de son frère comme une "fausse note qui ne fait pas rire". De son côté, Jorus Mabila a insisté sur le lien particulier qui les unissait pendant des années. Un discours touchant qui démontre que tous les êtres humains se ressemblent. Raphaël, son fils, et Nicolas, le neveu et filleul, ont allumé les deux cierges placés sur chaque côté du cercueil pour éclairer le



Jorus Mabila s'inclinant devant le cercueil de Xavier Guerrée Crédit photo «DR»

chemin de Xavier vers sa nouvelle vie. Dans son homélie, le curé de la paroisse a demandé à chaque membre de la famille de "trouver dans les larmes un motif d'espoir et d'amour en ce moment difficile". Au cimetière, sous une fine pluie, autour du cercueil, recouvert d'un tissu bleu de nuit sur lequel était posé un pagne super wax, clin d'œil à

Pointe-Noire, la ville où Xavier a vécu les dernières années de son existence, Marie-Claude, la mère de Xavier, Gilles, un autre frère, et Benoît, l'ami d'enfance et des premières frasques, ont également témoigné. Chacun a rappelé des anecdotes qui ont arraché quelques rires aux parents, amis et connaissances qui avaient fait le dépla-

cement. Tous étaient là pour dire au revoir à Xavier Guerrée « Xav » pour les artistes de Ponton la Belle qui n'ont pu assister aux adieux à leur ami mais lui ont réservé des soirées d'hommage au bar musical Tapas à Mpita dans le 1^{er} arrondissement de la ville. Enfin, le cercueil a été mis dans le caveau. Des gerbes de fleurs

partout et aussi deux baguettes dans un vase en verre comme pour demander au défunt de continuer à jouer à la batterie dans l'éternité. Une fois la grille de la sépulture Chabrilat refermée, l'assistance (famille, amis et connaissances), s'est retirée en silence plongée dans les pensées.

H.B.M.

DISPARITION DE PAPA WEMBA

Le sapologue et mécène Ahmed Yala évoque la grandeur de l'artiste

Ahmed Yala a évoqué le 3 mai à Brazzaville, au cours d'une conférence de presse, la vie de Jules Shungu Wembadio dit Papa Wemba, décédé le 24 avril 2016 à Abidjan en Côte d'Ivoire.

D'entrée de jeu, Ahmed Yala a rappelé qu'il avait reçu Papa Wemba le 8 mars 2016 à l'occasion de la deuxième édition du Festival international de la sape (Société des ambassadeurs et des personnes élégantes) au féminin. Très touché, choqué, attristé, chagriné et abattu, Hamed Yala a reconnu que d'une manière implacable la mort n'est pas une fatalité, ni moins une injustice, mais plutôt la démonstration de la puissance de Dieu qui rappelle à tout être humain que « nous venons de lui et un jour nous repartirons vers lui. Fort de cet enseignement, nous avons les genoux fléchis devant l'Éternel et nous lui rendons grâce. Nous demandons à l'Éternel de pardonner Papa Wemba, de le recevoir et de lui accorder une place. Chacun de nous passera un jour. Papa Wemba reste et restera à jamais dans nos cœurs ».

Papa Wemba, poursuit Ahmed Yala, était un artiste musicien très humble, à la fois homme culturel, musicien et sapeur. C'est le plus grand sapeur de tous les temps, a-t-il renchéri. Bien que la sape ayant été créée par les autres, souligne le sapologue, c'est dit-il, Wemba qui l'a vulgarisée et fait d'elle ce qu'elle est et ce qu'elle est devenue. Il en est le roi, pour ne pas dire l'empereur.

certes le manager aujourd'hui, mais je ne suis pas le créateur, ni l'inventeur. C'est à travers le Congo -Brazzaville que j'ai



Papa Wemba et Ahmed Yala lors de la soirée du 8 mars 2016

A propos de la sape par exemple, Papa Wemba disait : « J'en suis

appris la sape ». **Le 8 mars 2016, dernier**

voyage de Papa Wemba à Brazzaville ponctué de quelques témoignages

C'est à l'occasion du Festival international de la sape au féminin organisé par Ahmed Yala que Papa Wemba avait fait le déplacement de Brazzaville bien qu'encore convalescent et sans demander un seul centime à l'organisateur. « Je puis vous dire solennellement aujourd'hui que de ma mémoire d'artiste et d'homme d'affaires culturelles, j'ai connu beaucoup d'artistes musiciens, mais Papa Wemba fut le plus simple et le plus humaniste de tous les artistes que j'ai connus et que nous connaissons actuellement. La preuve en est, qu'il est venu avec son cœur à Brazzaville. » L'organisateur retient de la présence de Papa Wemba à ce festival que c'était son dernier voyage à Brazzaville. Il avait ainsi permis qu'il vienne participer à cette plus grande manifestation sapologique pour accomplir une mission : faire son témoignage sur la sape. Il a déclaré publiquement au cours de ce festival que la sape a commencé à Brazzaville. Une déclaration somme toute prémonitoire, pour dire que demain il s'en irait.

C'est au cours de cette soirée que le célèbre musicien a consacré le congolais Ahmed Yala comme « le plus grand sapeur du monde en croco et en python » et le parisien Ben Moukacha (congo-

lais de la diaspora) en qualité de créateur de la sapologie.

Une démonstration de la sape prévue le mercredi à Kinshasa A l'occasion des obsèques de Papa Wemba, considéré comme monument de la sape, les sapeurs sont conviés à une démonstration vestimentaire. « Cette sape exceptionnelle en noir et blanc est dédiée à Papa Wemba. Je ne saurais aller accompagner Papa Wemba autrement que par la sape. Je suis un sapeur et on doit le prouver », a lancé, non sans humour le sapeur Hamed Yala qui a également invité tous les sapeurs du monde à faire le déplacement de Kinshasa pour rendre hommage au baobab d'Afrique.

« On n'est pas sapeur par la bouche, on est sapeur par la démonstration. Le sapeur doit fermer sa bouche et faire parler les habits. Que les sapeurs de Brazzaville se mettent en position pour célébrer l'artiste d'une manière sapologique à Kinshasa. Nous allons pour pleurer l'artiste et aussi pour saper. Parce que nous sommes le berceau de la sape. Aujourd'hui, je suis celui-là que Papa Wemba a laissé cette charge. »

Ahmed Yala garde de Papa Wemba le souvenir d'un père. « Je peux dire que je suis éprouvé, j'ai perdu un père », a-t-il conclu.

Bruno Okokana

HANDBALL

Asel et Caïman représentent le Congo à la 32^e Coupe d'Afrique des clubs vainqueurs de coupes

Asel chez les dames et Caïman en version masculine participeront du 5 au 14 mai à Laâyoune au Maroc à la 32^e édition de la Coupe d'Afrique des clubs vainqueurs de coupes. Les représentants congolais ont quitté Brazzaville dans les premières heures de la journée de mardi 3 mai.

Avant la compétition, se disputeront ce 4 mai deux matches de super coupe de handball. Chez les messieurs, l'Espérance sportive de Tunis sera aux prises au Zamalek d'Égypte. Chez les dames, Africa sport affrontera Primeiro d'Agosto d'Angola. Le 5 mai, la Confédération africaine de handball procédera au lancement de la Coupe d'Afrique des clubs vainqueurs de coupes. Avant de quitter le pays, les deux clubs congolais savaient à quoi s'en tenir.

Les dames d'Asel sont logées dans le groupe A. Elles ont pour adversaires : Primeiro



Les joueuses d'Asel (Photo Adiac)

d'Agosto d'Angola, FAP du Cameroun et l'ASCum du Maroc. Les Congolaises feront leur première sortie le 5 mai face au FAP du Cameroun. Le 6 mai, elles livreront leur deuxième et match capital contre

le Primeiro d'Agosto puis elles enchaîneront leur dernier match du groupe le 7 devant l'ASCum du Maroc. Le groupe opposé des dames mettra aux prises les équipes comme Africa sport de la Côte d'Ivoire, le

club le plus titré de la compétition, Progresso d'Angola, TKC du Cameroun et Mikishi de la République démocratique du Congo (RDC).

Les Congolais de Caïman n'auront non plus une tâche aisée

dans la compétition des messieurs au regard de la composition du groupe dans lequel ils sont logés. Caïman est logé dans le groupe A en compagnie de l'Espérance sportive de Tunis, d'Héliopolis d'Égypte, du FAP du Cameroun, Phoenix du Gabon, Al Ittihad de Libye. Les Congolais ouvrent le bal de la compétition en affrontant Héliopolis. Le 6 mai, Caïman en découdra avec FAP du Cameroun. Le 7 mai, Caïman affrontera l'Espérance sportive de Tunis avant de recevoir Phoenix le 9 mai. Le 10 mai, les Congolais terminent la première partie de la compétition en affrontant Al Ittihad. Le groupe B de la compétition est composé du Zamalek d'Égypte, d'AS Hammamet de la Tunisie, Widad Smara du Maroc, Stade Mandji du Gabon, JSK de la RDC et Eclaire D'Eseka du Cameroun)

James Golden Eloué et Charlem Léa Legnoki